

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Pierre-Antoine Harvey
Erik Bouchard-Boulianne
Économistes



Conseil général de la Centrale des syndicats du Québec
23 octobre 2013

Plan de la présentation

A. Les perspectives économiques

- Mondiales
- Au Canada
- Au Québec

B. L'enjeu de l'heure

- La fiscalité au Québec – deuxième partie

Les perspectives économiques mondiales

Selon le Fonds monétaire international (FMI)

- À nouveau, les perspectives de croissance sont légèrement plus faibles que prévu ce printemps
- Les conditions s'améliorent lentement dans les pays avancés (États-Unis et Europe)
- La croissance ralentira dans les pays en développement



Les perspectives économiques mondiales (suite)

Les États-Unis : la lente reprise se poursuit

- La consommation des ménages est en hausse
- L'immobilier continue de se redresser
- Les exportations et l'investissement des entreprises devraient contribuer plus à la croissance
- La crise budgétaire américaine... encore une fois...
 - 800 000 fonctionnaires à l'arrêt forcé
 - Plafond de la dette : conséquences potentiellement graves
- Un resserrement de la politique monétaire est attendu

Les perspectives économiques mondiales (suite)

La situation européenne s'améliore

- L'Europe sort tranquillement de la récession
- L'amélioration au cœur de l'Europe
 - France, Allemagne
- Toujours des difficultés en périphérie
 - Italie, Grèce, Espagne
- Le chômage élevé et la fragilité des banques

Les perspectives économiques mondiales (suite)

La croissance faiblit dans les pays en développement

- Le FMI a révisé à la baisse leurs perspectives de croissance
- Dans certains cas, c'est surtout structurel (Chine, Russie)
- Dans d'autres cas, c'est plus conjoncturel
 - Les sorties de capitaux qui retournent aux États-Unis

L'économie canadienne

Prévision de croissance du PIB nominal du Canada pour 2013 et 2014

	2013	2014
Budget 2013-2014, ministère des Finances du Canada (mars 2013)	3,3 %	4,7 %
Prévisions économiques et financières, Desjardins (avril 2013)	3,0 %	4,1 %
Prévisions économiques et financières, Desjardins (octobre 2013)	2,8 %	4,1 %

L'économie canadienne (suite)

Le Canada : l'économie tourne au ralenti

- La reprise est plus lente que prévu aux États-Unis
- Le haut niveau d'endettement des ménages limite la consommation
- Les dépenses des gouvernements sont en berne
- Dernière heure : l'entente de libre-échange avec l'Europe (AÉCG)
 - La diversification potentielle de nos exportations
 - L'analyse à faire des impacts réels : il faudra voir les textes et la société civile devra être consultée

L'économie québécoise

Prévision de croissance du PIB nominal du Canada pour 2013 et 2014

	2013p	2014p
Budget 2013-2014, ministère des Finances et de l'Économie, (novembre 2012)	3,7 %	4,0 %
Mise à jour budgétaire, ministère des Finances et de l'Économie, (mars 2012)	3,6%	3,9 %
Prévisions économiques et financières, Desjardins (octobre 2013)	2,2 %	3,6 %

L'économie québécoise (suite)

Une conjoncture préoccupante au Québec

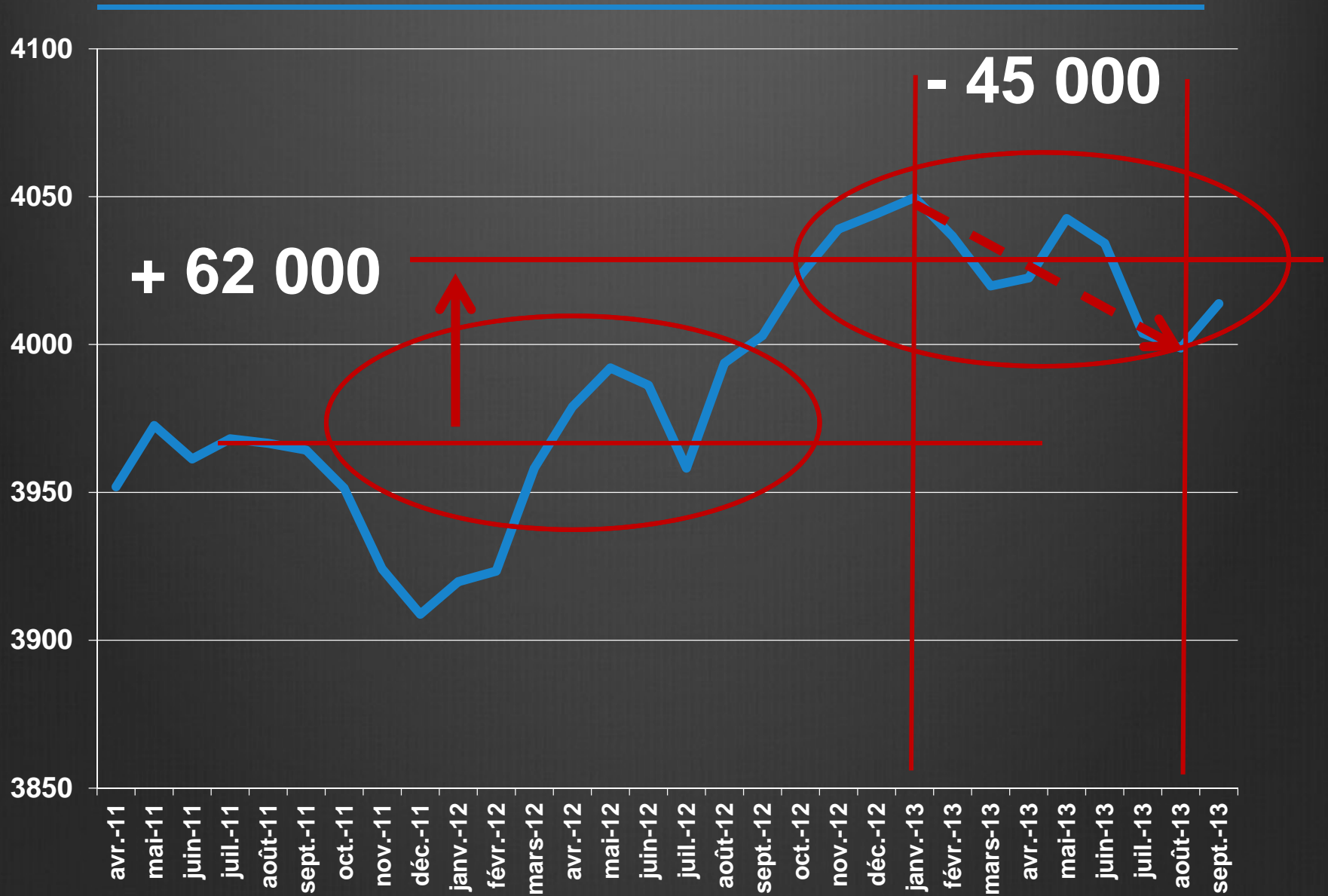
- La décélération constante du PIB réel depuis 3 ans
 - 2010 : 2,7 % / 2011 : 1,8 % / 2012 : 0,9 %
- La plus faible prévision de croissance du Canada
 - L'Ontario et les provinces de l'Atlantique ne sont pas loin derrière
 - La division du Canada est/ouest
- La controverse autour de l'évolution de l'emploi

L'économie québécoise (suite)

La controverse sur l'emploi

- Lors de la publication des données de l'emploi du mois de septembre
 - Les libéraux disent : « il s'est perdu 45 000 emplois depuis le début de l'année »
 - Le gouvernement du PQ réplique : « nous avons créé 62 000 emplois en un an »
 - Qui dit vrai ?

Controverse sur l'emploi



L'économie québécoise

- Au-delà du débat partisan, la situation économique du Québec est préoccupante
 - La croissance anémique
 - L'évolution négative de l'emploi au cours des derniers mois
- Le gouvernement lance sa politique économique
 - Les bons coups : le programme réno-écoles et l'électrification des transports
 - Les moins bons coups : stimuler l'économie avec de nouveaux crédits d'impôt aux entreprises
- L'impact de la conjoncture sur les finances publiques
- La taxe scolaire : le bras de fer entre le gouvernement et les commissions scolaires

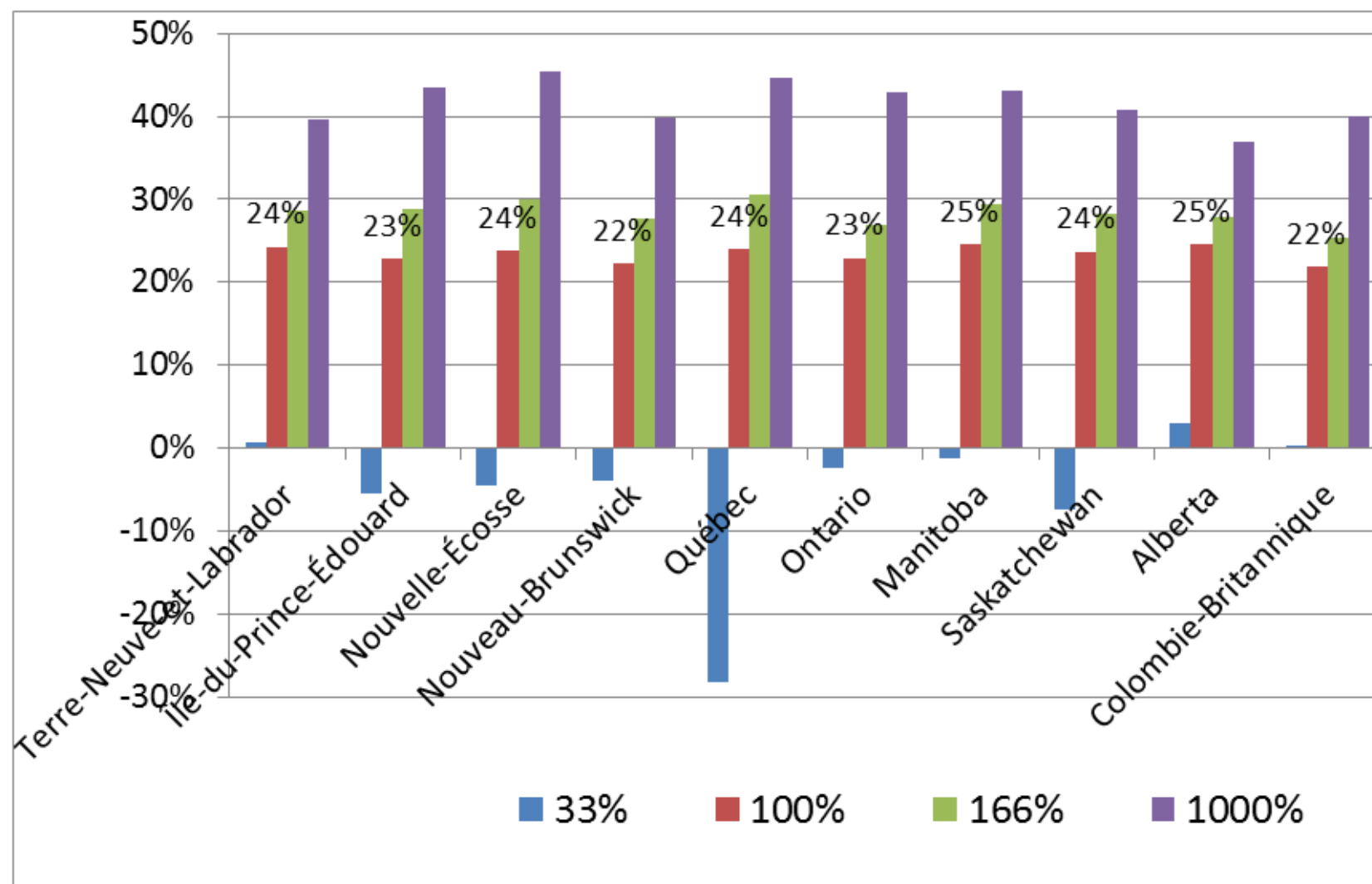
L'enjeu de l'heure

Coup d'œil sur la fiscalité :
deuxième épisode !

Dans l'épisode précédent, nous avons vu que :

- Les baisses d'impôts = environ 4 milliards de dollars de revenus de moins pour le gouvernement du Québec
- Ces baisses, jumelées à une augmentation des taxes et des tarifs, avaient réduit significativement la progressivité du régime fiscal québécois
 - Les plus riches en profitaient beaucoup plus que la classe moyenne
 - Par contre, l'impact au bas de l'échelle était positif
- Les quelques ajustements à l'impôt des entreprises n'ont pas permis de compenser l'abolition de la taxe sur le capital

Graphique 4 : Contribution fiscale nette pour un couple avec un enfant selon différents niveaux de revenus en proportion du salaire moyen, 2012



Être ou ne pas être les plus imposés... oui, non, ça dépend !

Question simple, réponse complexe :

- Pour un grand nombre de ménages québécois, leur niveau de contribution fiscale nette est plus avantageux ou équivalent que dans la moyenne des autres provinces canadiennes
- En comparaison avec certains pays européens et avec la situation il y a 20 ans, notre système est moins progressif. Par contre, le régime fiscal québécois actuel demeure à l'avant-garde des régimes canadiens en matière de progressivité
- Au global, la part de toutes les contributions fiscales (impôts, taxes et cotisations sociales) dans l'économie est plus importante au Québec qu'ailleurs sur le continent
- Par contre, nous retrouvons la moyenne si l'on tient compte des sommes directement retournées dans l'économie à titre de transferts aux individus et de subventions aux entreprises

En attendant le grand ménage

- Trois propositions immédiates qui permettent d'améliorer l'équité de notre régime fiscal et d'augmenter le financement de nos services publics
- Mis de l'avant afin d'influencer les partis dans un contexte d'élections
- Ne signifie pas l'abandon des autres revendications (cinquième palier, impôt minimal pour les entreprises, etc.)

La taxe sur les véhicules de luxe et sur leurs émissions de CO₂

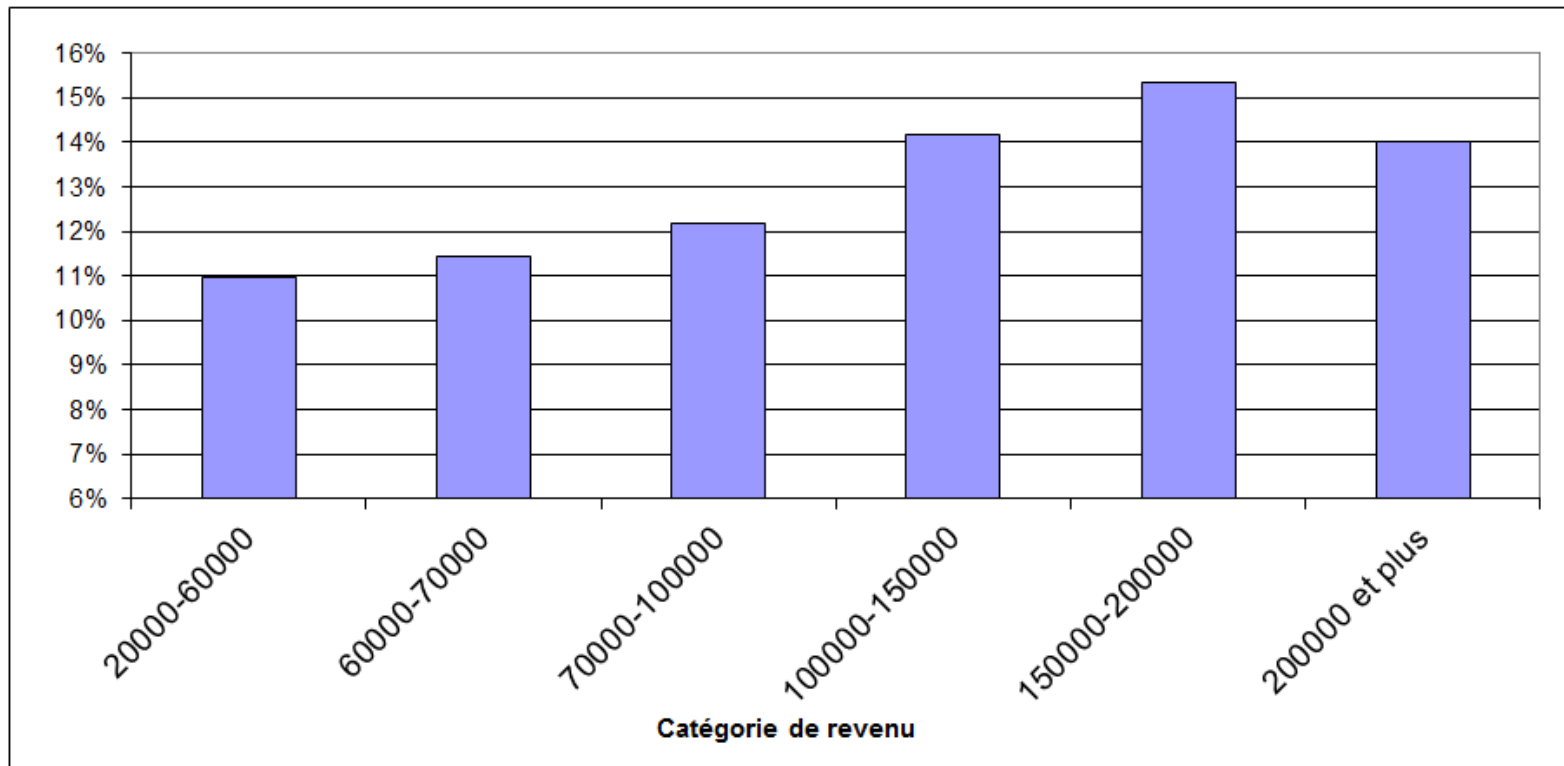
- La taxe de luxe normale
 - Évitement trop facile
 - Gestion compliquée
- La taxe sur l'immatriculation permet de résoudre ces problèmes

La taxe sur les véhicules de luxe et sur leurs émissions de CO₂ (suite)

- Annuellement lors du renouvellement de l'immatriculation
 - 5 % sur la valeur dépassant 40 000 dollars
 - Le calcul tient compte de la dépréciation
 - Seuil d'émissions de CO₂ à 150 g/km
 - 3 dollars par gramme de plus
 - 6 dollars par gramme de moins
 - Bonus maximal de 400 dollars
 - Autour de 700 millions en revenus pour l'État

Resserrer les crédits d'impôt et les abris fiscaux profitant aux plus riches

Graphique 6 : Part du revenu brut qui échappe à la définition de revenu imposable, 2009



Source : MINISTÈRE DES FINANCES QUÉBEC (2013). Calculs par Francis Fortier et Bertrand Scheppert, IRIS, étude en cours.

- L'impôt des riches ne dépend pas uniquement des taux d'imposition... Il faut réduire l'évitement.

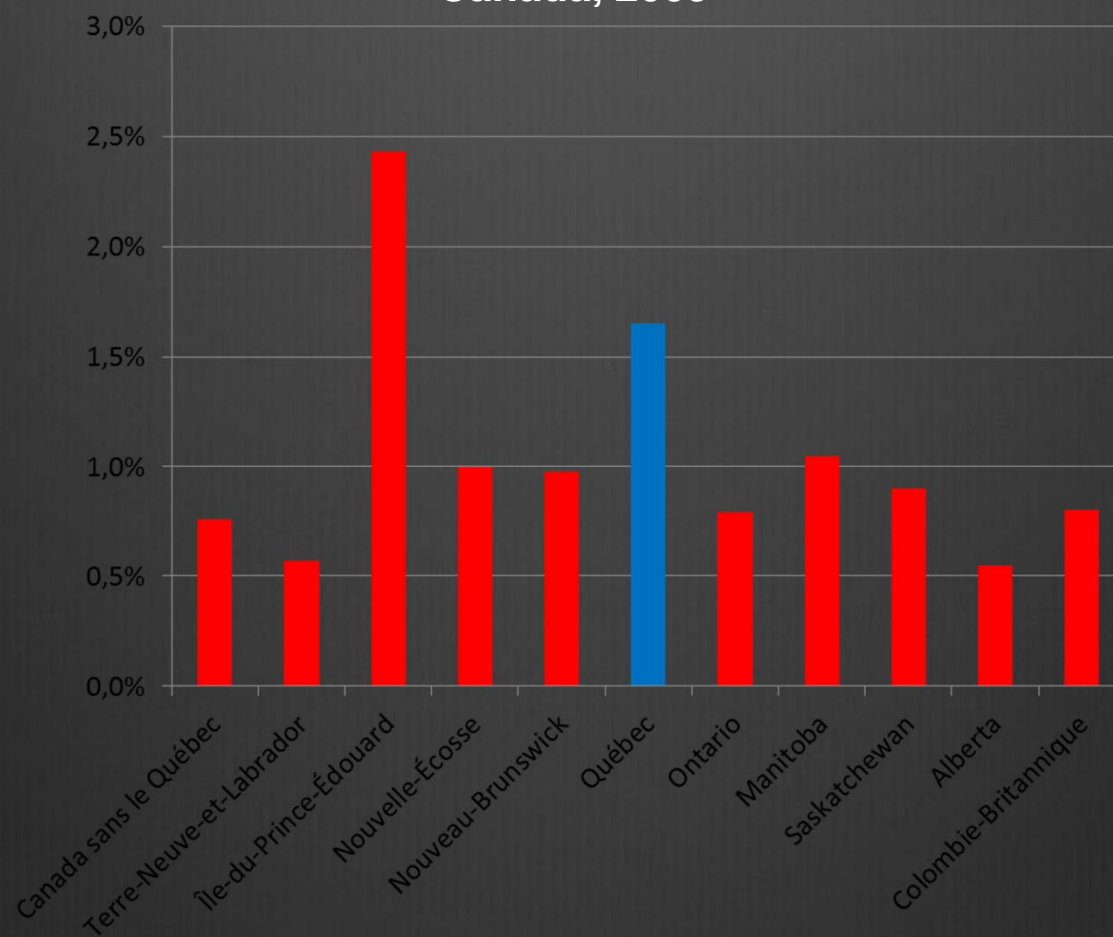
Resserer les crédits d'impôt et les abris fiscaux profitant aux plus riches (suite)

Profitent à plus de 60 % des abris fiscaux bien connus comme l'exemption des gains en capital et l'ajustement pour les dividendes

- 1) Analyser et rendre public l'impact des différentes stratégies de planification fiscale agressive sur les revenus de l'État
 - Les comptes d'épargne libres d'impôt (CELI)
 - L'utilisation des fondations privées ou des fiducies familiales
 - L'incorporation des professionnelles et des professionnels et le fractionnement des revenus
 - Les placements par les assurances vie (le stratagème 10/8)
- 2) En collaboration avec les provinces voisines, qu'il négocie un pacte fiscal qui, entre autres, augmenterait à 75 % le taux d'inclusion des gains en capital
 - 100 % du salaire est imposé
 - 50 % des gains en capitaux le sont

Réviser les programmes d'aide aux entreprises et en réduire le nombre

Subventions aux entreprises et envers certains produits en pourcentage du PIB, Canada, 2009



En attendant le grand ménage

- Trois propositions qui vont dans le bon sens
 - 1,5 milliard de dollars
 - Taxer ce qu'on ne désire pas (pollution et véhicules ostentatoires)
 - Plus de justice
- Promouvoir ces dernières dans tous nos réseaux, dans nos régions et auprès des futures candidates et candidats
- Bienvenue au plagiat !

Merci de votre attention

Questions, commentaires ou critiques

